

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 51.217/AG
DU 2 MAI 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 51.217/AV
VAN 2 MEI 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ÉTAT, assemblée générale de la section de législation, saisi par la Présidente du Sénat, le 5 avril 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours^(*), sur une proposition de loi spéciale « modifiant l'article 16bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et l'article 5bis de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises » (*Doc. parl.*, Sénat, 2011-2012, n° 5-1566/1), a donné l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, algemene vergadering van de afdeling Wetgeving, op 5 april 2012 door de Voorzitster van de Senaat verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenveertig dagen^(*), van advies te dienen over een voorstel van bijzondere wet "houdende wijziging van artikel 16bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en van artikel 5bis van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen" (*Parl. St.*, Senaat, 2011-2012, nr. 5-1566/1), heeft het volgende advies gegeven:

^(*) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par l'assemblée générale en application de l'article 85.

^(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de algemene vergadering met toepassing van artikel 85.

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique¹ et l'accomplissement des formalités prescrites.

Par ailleurs, le présent avis comporte également des observations sur d'autres points. Il ne peut toutefois s'en déduire que, dans le délai qui lui est imparti, la section de législation a pu procéder à un examen exhaustif de la proposition de loi.

*

PORTÉE DE LA PROPOSITION

2. L'article 16*bis* de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles prévoit que les décrets, règlements et actes administratifs ne peuvent porter préjudice aux garanties existantes au moment de son entrée en vigueur en faveur :

- des francophones dans les six communes périphériques mentionnées à l'article 7 des lois 'sur l'emploi des langues en matière administratives' coordonnées le 18 juillet 1966 ;

- des néerlandophones, des francophones et des germanophones dans les communes de la Région de langue allemande, dans les communes malmédiennes et dans les communes de la frontière linguistique, mentionnées à l'article 8 des mêmes lois coordonnées.

L'article 5*bis* de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises' prévoit que les ordonnances, règlements et actes administratifs ne peuvent porter préjudice au caractère bilingue et aux garanties existantes au moment de son entrée en vigueur en faveur des francophones et des néerlandophones dans les communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

3. La proposition de loi spéciale à l'examen modifie l'article 16*bis* précité :

- en visant de manière expresse les communautés et les régions comme étant les niveaux de pouvoir soumis à la règle ;

- en l'étendant aux actes, règlements et ordonnances des pouvoirs locaux.

¹ S'agissant d'une proposition de loi (spéciale), on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

De même, la proposition modifie l'article 5*bis* précité en visant, comme étant soumis à la règle :

- les ordonnances, règlements et actes administratifs de la Région de Bruxelles-Capitale et des trois commissions communautaires ;

- les actes, règlements et ordonnances de l'agglomération bruxelloise et des autres pouvoirs locaux.

4. Les articles 5*bis* et 16*bis*, tels que modifiés par la proposition à l'examen, s'appliqueront aux garanties existantes au 14 octobre 2012 plutôt qu'au 1^{er} janvier 2002, date d'entrée en vigueur de ces dispositions lors de leur insertion dans les lois spéciales, précitées des 8 août 1980 et 12 janvier 1989.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

5. L'article 16*bis* de la loi spéciale du 8 août 1980 précitée et l'article 5*bis* de la loi spéciale du 12 janvier 1989 précitée ne concernent pas la répartition des compétences proprement dite entre l'autorité fédérale, les communautés et les régions. Ils apportent plutôt une limitation de l'exercice des compétences des différentes autorités qui y sont visées².

Ces dispositions trouvent leur prolongement dans les articles 16*ter* de la loi spéciale du 8 août 1980 précitée et 5*ter* de la loi spéciale du 12 janvier 1989 précitée qui prévoient un aménagement de la procédure en suspension devant la Cour constitutionnelle et le Conseil d'État, à savoir le maintien de la condition d'un moyen sérieux mais la suppression de l'exigence d'un risque de préjudice grave et difficilement réparable.

6.1. Comme l'indiquent les développements de la proposition, la question de savoir si l'article 16*bis* de la loi spéciale du 8 août 1980 précitée s'applique ou non aux communautés est *de lege lata* controversée. Il n'est pas nécessaire d'entrer dans les détails de cette controverse existante, dès lors que la proposition entend précisément la vider en disposant expressément que tel est le cas.

6.2. Conformément aux articles 127, § 1^{er}, alinéa 2 et 128, § 1^{er}, alinéa 1^{er} de la Constitution, il appartient au législateur spécial de déterminer les matières culturelles et les matières personnalisables relevant de la compétence des Communautés flamande et française. Le législateur spécial est, par conséquent, également compétent pour en limiter l'exercice.

² Voir par exemple, Conseil d'État, section de législation, avis 40.684/VR du 20 juin 2006 (*Doc. parl.*, R.B.C., 2005-2006, n° A-244/2) et avis 42.101/3 du 30 janvier 2007.

6.3. L'article 129, § 1^{er}, de la Constitution confère aux communautés la compétence de régler par décret l'emploi des langues notamment en matière administrative et dans l'enseignement. En vertu du paragraphe 2 de la même disposition constitutionnelle, ces décrets n'ont toutefois pas force de loi dans les communes visées par l'article 16*bis* de la loi spéciale ; pour ces communes, une modification aux règles sur l'emploi des langues en matière administrative et dans l'enseignement doit faire l'objet d'une loi spéciale.

En ce qui concerne les matières de l'emploi des langues en matière administrative et dans l'enseignement, la proposition de loi à l'examen ne soulève donc, par définition, aucune difficulté, puisqu'elle n'aboutit pas à limiter l'exercice d'une compétence détenue par les Communautés flamande et française.

6.4. S'agissant de l'enseignement, l'examen du champ d'application de l'article 16*bis* de la loi spéciale du 8 août 1980 précitée appelle deux constats différents.

D'une part, l'article 127, § 1^{er}, 2^o, de la Constitution a – sous réserve des exceptions énumérées à cet article – attribué directement cette matière aux communautés, de sorte qu'une loi spéciale ne pourrait intervenir pour limiter, de manière supplémentaire, la compétence ainsi attribuée. Ce point de vue est confirmé par la jurisprudence de la Cour constitutionnelle ³ et par la législation de la section de législation du Conseil d'État ⁴.

Dans cette optique, il faut considérer que l'article 16*bis* de la loi spéciale du 8 août 1980 précitée, dans la mesure où il prévoit des limitations dans les matières relevant de la compétence des communautés, ne peut concerner l'enseignement.

D'autre part, il convient de relever que dans des arrêts récents, n^{os} 124/2010 et 7/2012, la Cour constitutionnelle a expressément indiqué que les garanties visées à l'article 16*bis* sont celles qui sont antérieures à l'entrée en vigueur de cette disposition (à savoir le 1^{er} janvier 2002) ⁵ et que l'article 16*bis* s'applique à l'enseignement ⁶. Certes, dans l'arrêt 124/2010, les garanties en cause étaient déduites de l'article 5 de la loi spéciale du 21 juillet 1971. Or, et selon les termes mêmes de la Cour, la disposition concernée accorde au profit des francophones des communes périphériques, des garanties en matière d'enseignement dont le maintien « constituait (...) un élément indissociable du transfert de compétences opéré par l'article 59*bis* de la Constitution » ⁷. Dans l'arrêt 7/2012 par contre, la Cour estime expressément devoir examiner si un décret qu'elle qualifie comme réglant l'enseignement respecte l'article 16*bis* ; si elle déclare finalement le moyen non fondé, c'est

³ C.C., n° 154/2005, 20 octobre 2005, B.4.2.

⁴ C.E., section de législation, avis 48.114/AG et 48.115/AG du 6 juillet 2010.

⁵ C.C. n° 124/2010, 28 octobre 2010, B.11.1 ; n° 7/2012, 18 janvier 2012, B.16.8.

⁶ C.C. n° 124/2010, 28 octobre 2010, B.12 ; n° 7/2012, 18 janvier 2012, B.16.7. et B.16.8.

⁷ C.C. n° 124/2010, 28 octobre 2010, B.26.3.

uniquement parce que les garanties en question étaient elles-mêmes issues de dispositifs décrétaux promulgués après la date précitée du 1^{er} janvier 2002.

En tout état de cause, la formulation de l'article 16*bis* tel que modifié par la proposition peut se prêter à une lecture conforme à la Constitution quelle que soit l'interprétation retenue.

6.5. L'article 16*bis* tel que modifié par la proposition ne sera pas applicable à la Communauté germanophone. Le législateur spécial n'est pas compétent pour régler les compétences de la Communauté germanophone. L'article 130 de la Constitution attribue en effet cette mission au législateur ordinaire.

Si le législateur ordinaire estime devoir modifier la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, pour rendre applicable l'article 16*bis* de la loi spéciale du 8 août 1980 précitée à cette communauté, il y aura lieu de demander l'avis du Parlement de la Communauté germanophone, conformément à l'article 78 de cette loi.

7. Les modifications proposées à l'article 16*bis* de la loi spéciale du 8 août 1980 précitée et à l'article 5*bis* de la loi spéciale du 12 janvier 1989 précitée visent à élargir l'application de ces dispositions aux pouvoirs locaux.

En vertu de l'article 6, § 1^{er}, VIII, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 précitée, et sous réserve des exceptions y visées, les régions sont compétentes en ce qui concerne la composition, l'organisation, la compétence et le fonctionnement des institutions provinciales et communales. Dès lors que la loi spéciale a attribué cette compétence aux régions, elle peut la leur retirer en tout ou en partie ou assortir son exercice de certaines conditions. La question pourrait toutefois se poser de savoir si le législateur spécial est compétent pour fixer directement certaines limites à l'exercice des pouvoirs des autorités locales et si ce pouvoir ne relève pas de la compétence du législateur ordinaire, moyennant insertion préalable (à la majorité visée à l'article 4 de la Constitution), dans la disposition précitée de la loi spéciale, d'une réserve de compétence supplémentaire au bénéfice de l'autorité fédérale. En l'espèce toutefois, il semble admissible que le législateur spécial fixe certaines règles relatives à la façon dont les pouvoirs subordonnés exercent leurs compétences en raison du lien indissociable existant entre l'aménagement des compétences des régions et l'aménagement des compétences des pouvoirs subordonnés.

8. L'article 2 de la proposition élargit les garanties données aux francophones dans les six communes de la périphérie et aux francophones, néerlandophones et germanophones dans les communes à facilités dans les régions de langue néerlandaise, française et allemande.

La proposition à l'examen ne modifie pas les bénéficiaires des garanties, tels qu'ils figurent dans l'article 16*bis* actuel.

Parmi les garanties auxquelles s'étendra l'article 16*bis* modifié, figurent notamment les nouvelles procédures concernant le contentieux administratif relatif aux six communes périphériques instaurées par la proposition de loi modifiant les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ⁸, ayant fait l'objet de l'avis 51.215/AG donné ce jour. Ces procédures ne font pas de distinction en ce qui concerne les habitants francophones et néerlandophones des six communes de la périphérie. Le Conseil d'État n'aperçoit dès lors pas pourquoi cette distinction est maintenue dans la proposition de loi spéciale à l'examen. Compte tenu également de l'extension des garanties que prévoit la proposition, à la fois en ce qui concerne les actes visés et les autorités qui les prennent, notamment les actes des pouvoirs subordonnés, il conviendrait d'étendre le champ d'application des bénéficiaires, en y incluant les néerlandophones des six communes périphériques.

OBSERVATION FINALE

9. Dès lors que la proposition de loi spéciale met fortement l'accent sur le parallélisme existant entre les articles 16*bis* de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et 5*bis* de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, il s'agit là d'une occasion idéale pour rétablir l'uniformité terminologique des deux articles et pour utiliser, dans le texte néerlandais de ceux-ci, la notion de « waarborgen » (au lieu du terme « garanties » qu'utilise l'article 16*bis* de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles).

⁸ *Doc. parl.*, Sénat, 2011-2012, n° 5-1563/1.

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond¹, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

Daarnaast bevat dit advies ook opmerkingen over andere punten. Daaruit mag echter niet worden afgeleid dat de afdeling Wetgeving binnen de haar toegemeten termijn een exhaustief onderzoek van het wetsvoorstel heeft kunnen verrichten.

*

STREKKING VAN HET VOORSTEL

2. In artikel 16*bis* van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ wordt bepaald dat de decreten, reglementen en administratieve handelingen geen afbreuk mogen doen aan de op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze bepaling bestaande waarborgen

- die de Franstaligen genieten in de zes randgemeenten genoemd in artikel 7 van de wetten ‘op het gebruik van de talen in bestuurszaken’, gecoördineerd op 18 juli 1966;

- die de Nederlandstaligen, Franstaligen en Duitstaligen genieten in de gemeenten van het Duitse taalgebied, in de gemeenten uit het Malmédysse en in de taalgrensgemeenten, genoemd in artikel 8 van diezelfde gecoördineerde wetten.

In artikel 5*bis* van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’ wordt bepaald dat de ordonnances, reglementen en administratieve handelingen geen afbreuk mogen doen aan het tweetalig karakter, noch aan de op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze bepaling bestaande waarborgen die de Nederlandstaligen en Franstaligen genieten in de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

3. Het voorliggende voorstel van bijzondere wet wijzigt het voornoemde artikel 16*bis*:

- door uitdrukkelijk te stellen dat de gemeenschappen en de gewesten de bevoegdheidsniveaus zijn die onder de regel vallen;

- door het uit te breiden tot de handelingen, reglementen en verordeningen van de plaatselijke besturen.

¹ Aangezien het om een voorstel van (bijzondere) wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met hogere rechtsnormen verstaan.

Het voorstel wijzigt eveneens het voornoemde artikel 5*bis* door te stellen dat onder de regel vallen:

- de ordonnanties, reglementen en administratieve handelingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de drie gemeenschapscommissies;
- de handelingen, reglementen en verordeningen van de Brusselse agglomeratie en van de overige plaatselijke besturen.

4. De artikelen 5*bis* en 16*bis*, zoals ze worden gewijzigd bij het voorliggende voorstel, zullen gelden voor de bestaande waarborgen op 14 oktober 2012 in plaats van voor de bestaande waarborgen op 1 januari 2002, dit is de datum van inwerkingtreding van deze bepalingen toen ze in de voornoemde bijzondere wetten van 8 augustus 1980 en 12 januari 1989 zijn ingevoegd.

ALGEMENE OPMERKINGEN

5. Artikel 16*bis* van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 en artikel 5*bis* van de voornoemde bijzondere wet van 12 januari 1989 hebben geen betrekking op de eigenlijke verdeling van de bevoegdheden tussen de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten. Veeleer beperken ze de uitoefening van de bevoegdheden door de verschillende overheden die erin worden vermeld.²

In het verlengde van deze bepalingen liggen de artikelen 16*ter* van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 en 5*ter* van de voornoemde bijzondere wet van 12 januari 1989 waarin voorzien wordt in een aanpassing van de schorsingsprocedure voor het Grondwettelijk Hof en de Raad van State, te weten het behoud van het vereiste van een ernstig middel, maar de afschaffing van het vereiste van een moeilijk te herstellen ernstig nadeel.

6.1. Zoals in de toelichting bij het voorstel wordt aangegeven, is de vraag of artikel 16*bis* van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 al dan niet toepasselijk is op de gemeenschappen, *de lege lata* omstreden. Daar het voorstel deze twistvraag net wil beslechten door uitdrukkelijk te bepalen dat zulks het geval is, is het niet nodig daar nader op in te gaan.

6.2. Overeenkomstig de artikelen 127, § 1, tweede lid, en 128 § 1, eerste lid, van de Grondwet, is de speciale wetgever bevoegd om de culturele en de persoonsgebonden aangelegenheden vast te stellen die onder de bevoegdheid vallen van de Vlaamse en de Franse

² Zie bijvoorbeeld Raad van State, afdeling Wetgeving, advies 40.684/VR van 20 juni 2006 (*Parl. St.*, Br. H. Parl., 2005-2006, nr. A-244/2) en advies 42.101/3 van 30 januari 2007.

Gemeenschap. Bijgevolg is de bijzondere wetgever eveneens bevoegd om de uitoefening ervan te beperken.

6.3. Artikel 129, § 1, van de Grondwet verleent de gemeenschappen de bevoegdheid om bij decreet het gebruik der talen te regelen, met name in bestuurszaken en in het onderwijs. Krachtens paragraaf 2 van diezelfde grondwettelijke bepaling hebben deze decreten evenwel geen kracht van wet in de gemeenten bedoeld in artikel 16*bis* van de bijzondere wet; voor deze gemeenten moet een wijziging in de regelgeving op het gebruik der talen in bestuurszaken en in het onderwijs via een bijzondere wet worden aangenomen.

Wat betreft het gebruik der talen in bestuurszaken en in het onderwijs levert het voorliggende wetsvoorstel dus per definitie geen moeilijkheid op, aangezien het er niet toe leidt dat de uitoefening van een bevoegdheid van de Vlaamse en de Franse Gemeenschap wordt beperkt.

6.4. Wat het onderwijs betreft, geeft het onderzoek van de werkingssfeer van artikel 16*bis* van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 aanleiding tot twee verschillende bevindingen.

Enerzijds heeft artikel 127, § 1, 2°, van de Grondwet deze aangelegenheid - behoudens de uitzonderingen die in dit artikel worden opgesomd - rechtstreeks toegewezen aan de gemeenschappen, zodat de aldus toegekende bevoegdheid niet via een bijzondere wet nog meer kan worden beperkt. Dit standpunt wordt bevestigd door de jurisprudentie van het Grondwettelijk Hof³ en door de legisprudentie van de afdeling Wetgeving van de Raad van State⁴.

In dat opzicht moet worden aangenomen dat artikel 16*bis* van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 geen betrekking kan hebben op het onderwijs in zoverre het voorziet in het beperken van aangelegenheden die onder de bevoegdheid van de gemeenschappen vallen.

Anderzijds moet worden opgemerkt dat het Grondwettelijk Hof in recente arresten, nrs. 124/2010 en 7/2012, uitdrukkelijk heeft aangegeven dat de waarborgen waarvan sprake is in artikel 16*bis*, de waarborgen zijn van vóór de inwerkingtreding van deze bepaling (te weten 1 januari 2002)⁵ en dat artikel 16*bis* geldt voor het onderwijs.⁶ In arrest 124/2010 worden de bewuste waarborgen weliswaar afgeleid uit artikel 5 van de bijzondere wet van 21 juli 1971. Maar, en luidens de bewoordingen zelf van het Hof, verleent de betrokken bepaling aan de Franstaligen van de randgemeenten waarborgen inzake onderwijs waarvan

³ GwH 20 oktober 2005, nr. 154/2005, B.4.2.

⁴ Adv.RvS . afd. Wetg., 6 juli 2010, nrs. 48.114/AV en 48.115/AV.

⁵ GwH 28 oktober 2010, nr. 124/2010, B.11.1; 18 januari 2012, nr. 7/2012, B.16.8.

⁶ GwH 28 oktober 2010, nr. 124/2010, B.12; 18 januari 2012, nr. 7/2012, B.16.7 en B.16.8.

het behoud “een element [vormde] dat onlosmakelijk was verbonden met de bevoegdheidsoverdracht bij artikel 59*bis* van de Grondwet”⁷. In arrest 7/2012 acht het Hof daarentegen uitdrukkelijk nodig om te onderzoeken of een decreet dat het aanmerkt als een decreet inzake onderwijs, artikel 16*bis* in acht neemt; zo het Hof het middel uiteindelijk ongegrond heeft verklaard, is het enkel, omdat de waarborgen in kwestie zelf voortvloeiden uit decreetsbepalingen afgekondigd na de voornoemde datum van 1 januari 2002.

De bewoordingen van artikel 16*bis* zoals gewijzigd bij het voorliggende voorstel kunnen hoe dan ook worden gelezen in overeenstemming met de Grondwet, ongeacht de gekozen uitlegging.

6.5. Artikel 16*bis* zoals gewijzigd bij het voorliggende voorstel zal niet van toepassing zijn op de Duitstalige Gemeenschap. De bijzondere wetgever is niet bevoegd om de bevoegdheden van de Duitstalige Gemeenschap te regelen. Deze opdracht wordt bij artikel 130 van de Grondwet immers aan de gewone wetgever toegewezen.

Indien de gewone wetgever oordeelt dat hij de wet van 31 december 1983 ‘tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap’ moet wijzigen teneinde artikel 16*bis* van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 toepasselijk te verklaren op deze gemeenschap, moet om het advies van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap worden verzocht, overeenkomstig artikel 78 van deze wet.

7. De voorgestelde wijzigingen van artikel 16*bis* van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 en van artikel 5*bis* van de voornoemde bijzondere wet van 12 januari 1989 strekken ertoe de werkingssfeer van deze bepalingen uit te breiden tot de plaatselijke besturen.

Krachtens artikel 6, § 1, VIII, 1°, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980, en onder voorbehoud van de uitzonderingen die daarin worden vermeld, zijn de gewesten bevoegd wat betreft de samenstelling, organisatie, bevoegdheid en werking van de provinciale en gemeentelijke instellingen. Daar de bijzondere wet deze bevoegdheid aan de gewesten heeft verleend, kan ze hen deze bevoegdheid geheel of gedeeltelijk ontnemen of bepaalde voorwaarden verbinden aan de uitoefening ervan. De vraag zou evenwel kunnen rijzen of de bijzondere wetgever bevoegd is om rechtstreeks bepaalde beperkingen te stellen op de bevoegdheidsuitoefening van de plaatselijke overheden en of de gewone wetgever niet bevoegd is om zulks te doen, nadat (met de meerderheid bepaald in artikel 4 van de Grondwet) in de voornoemde bepaling van de bijzondere wet vooraf een extra bevoegdheidsvoorbehoud ten voordele van de federale overheid is ingevoegd. *In casu* echter, lijkt het aanvaardbaar dat de bijzondere wetgever bepaalde regels vaststelt betreffende de wijze waarop de lagere overheden hun bevoegdheden uitoefenen omwille van het feit dat de

⁷ GwH 28 oktober 2010, nr. 124/2010, B.26.3.

organisatie van de bevoegdheden van de gewesten en de organisatie van de bevoegdheden van de lagere besturen onlosmakelijk met elkaar verbonden zijn.

8. Artikel 2 van het voorstel breidt de waarborgen uit die worden gegeven aan de Franstaligen in de zes randgemeenten en aan de Franstaligen, Nederlandstaligen en Duitstaligen in de faciliteitengemeenten in het Nederlandse, Franse en Duitse taalgebied.

Het voorliggende voorstel brengt geen wijziging aan wat de begunstigden betreft van de waarborgen, zoals ze in het huidige artikel 16*bis* zijn vermeld.

Bij de uitgebreide garanties van het gewijzigde artikel 16*bis* worden met name de nieuwe procedures inzake bestuursrechtspraak betreffende de zes randgemeenten vermeld, vastgesteld bij het voorstel van wet tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973⁸, waarover heden advies 51.215/AV is uitgebracht. In deze procedures wordt geen onderscheid gemaakt tussen Franstalige en Nederlandstalige inwoners van de zes randgemeenten. Het is de Raad van State dan ook niet duidelijk waarom dit onderscheid wordt behouden in het voorliggende voorstel van bijzondere wet. Tevens gelet op de uitbreiding van de waarborgen waarin het voorstel voorziet, zowel betreffende de bedoelde handelingen als betreffende de overheden die deze handelingen verrichten, inzonderheid de handelingen van de lagere besturen, zou de werkingssfeer van het voorstel moeten worden uitgebreid tot de Nederlandstaligen van de zes randgemeenten.

SLOTOPMERKING

9. Aangezien het voorstel van bijzondere wet sterk de nadruk legt op het parallellisme tussen de artikelen 16*bis* van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en 5*bis* van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, vormt het de ideale aangelegenheid om de eenvormigheid van terminologie tussen beide artikelen te herstellen, en in beide artikelen in de Nederlandse tekst het begrip « waarborgen » te gebruiken (in plaats van de term « garanties » in artikel 16*bis* van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen).

⁸ Parl. St., Senaat, 2011-12, nr. 5-1563/A.

L'assemblée générale de la section de législation était composée de

Messieurs
de Heren

M. VAN DAMME,

Y. KREINS,
P. LEMMENS,
P. LIÉNARDY,

J. BAERT,
J. SMETS,
P. VANDERNOOT,
J. JAUMOTTE,
M. BAGUET,

Madame
Mevrouw
Messieurs
de Heren

B. SEUTIN,

W. VAN VAERENBERGH,
S. BODART,

J. VELAERS,
M. RIGAUX,
L. DENYS,
Y. DE CORDT,
S. VAN DROOGHENBROECK,
Chr. BEHRENDT,

Madame
Mevrouw

D. LANGBEEN,

De algemene vergadering van de afdeling Wetgeving was samengesteld uit

président de chambre, président,
kamervoorzitter, voorzitter,

présidents de chambre,
kamervoorzitters,

conseillers d'État,
staatsraden,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling Wetgeving,

greffier en chef,
hoofdgriffier.

Les rapports ont été présentés par
Messieurs X. DELGRANGE, premier auditeur
chef de section, W. PAS, premier auditeur.

De verslagen werden uitgebracht door
de Heren X. DELGRANGE, eerste
auditeur-afdelingshoofd, W. PAS, eerste
auditeur.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise a été
vérifiée sous le contrôle de
Monsieur Y. KREINS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst werd
nagezien onder toezicht van de Heer
Y. KREINS.

LE GREFFIER EN CHEF –
DE HOOFDGRIFFIER

LE PRÉSIDENT –
DE VOORZITTER

D. LANGBEEN

M. VAN DAMME